

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.397/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Entreprises publiques, le 14 juin 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "concernant les modalités pour l'utilisation des membres du personnel de l'entreprise publique autonome Belgacom dans le cadre de la coordination de la délivrance des cartes d'identité électroniques", a donné le 5 juillet 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Le projet examiné entend se fonder sur l'article 475 de la loi-programme du 22 décembre 2003 ⁽¹⁾, disposition en cours de modification ⁽²⁾ dont résultera le texte suivant :

"Art. 475. Le personnel statutaire des entreprises publiques autonomes peut, sur une base volontaire, être utilisé dans des projets déterminés dans chaque service public belge.

Les conditions auxquelles les membres du personnel doivent répondre afin de pouvoir se porter candidat pour cette mission sont déterminées par l'entreprise publique autonome après soumission à la Commission Paritaire concernée conformément à l'article 34, § 2, A, 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et après décision telle que prévue à l'article 35 de la même loi.

⁽¹⁾ L'article 475 de la loi-programme correspond à l'article 434 de l'avant-projet qui a fait l'objet de l'avis 36.080/1/2/3/4, donné les 7 et 12 novembre 2003 (Doc.parl., Ch, 2003/2004, n° 473/1).

⁽²⁾ L'article 50 d'un projet de loi-programme adopté par la Chambre le 10 juin 2004 et par le Sénat le 1^{er} juillet 2004 complète l'article 475 précité par un alinéa 4 nouveau et correspond à l'article 34 de l'avant-projet qui a fait l'objet de l'avis 37.099/1/2/3/4, donné les 6 et 7 mai 2004 (Doc. parl., Ch., 2003/2004, n° 1138/1).

Le Roi fixe, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres :

- 1° sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent le projet le nombre de personnel qu'on peut utiliser ⁽³⁾;
- 2° sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent, en concertation avec chaque entreprise publique autonome concernée, les interventions financières éventuelles de l'État et après soumission à la Commission Paritaire concernée conformément à l'article 34, § 2, A, 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et après décision telle que prévue à l'article 35 de la même loi, les modalités dans lesquelles ils seront utilisés.

Si au cours ou au terme de la période d'affectation, tant le membre du personnel que l'autorité publique souhaitent que, sans préjudice du statut du personnel de l'autorité publique concernée, le membre du personnel entre en fonction, après la période d'affectation, auprès de l'autorité publique en tant que membre du personnel statutaire, ce membre du personnel sera transféré à l'autorité publique concernée avec maintien de sa qualité de fonctionnaire statutaire."

Le projet examiné prévoit que les membres du personnel statutaire de Belgacom affectés au projet d'organisation et de mise en oeuvre de la prise en charge neutre des appels à destination des centrales d'alarme 100, 101 et 112, le sont en qualité de stagiaires (article 5, alinéa 2, du projet), puis, à l'issue de ce stage, d'agents statutaires (article 14 du projet) du Service public fédéral Intérieur.

En ce qu'il entend organiser le recrutement statutaire immédiat, avec accomplissement d'une période de stage, des membres du personnel statutaire de Belgacom concernés, le projet ne s'inscrit qu'imparfaitement dans l'exécution de l'article 475 précité, tel que complété par le projet de loi-programme en cours d'adoption. Ce dernier ne vise en effet pas à remplacer par un recrutement statutaire, la mission ou période d'affectation actuellement prévue dans cette disposition. Il tend au contraire à permettre qu'au terme de cette mission ou période d'affectation, les agents concernés puissent, sur une base volontaire et de l'accord de l'autorité auprès de laquelle ils auront été affectés, être transférés à cette dernière, avec maintien de leur qualité de fonctionnaire statutaire, et donc sans devoir se soumettre à l'obligation de réussir un stage préalable.

⁽³⁾ Il semble que la version française du texte publié au Moniteur présente des erreurs. Le texte néerlandais de l'article 475, alinéa 3, 1° est : "op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister het project en het aantal personeelsleden dat hiervoor kan worden ingezet".

2. Dans son avis 36.080/4 précité, la section de législation a attiré l'attention de l'auteur du projet sur les problèmes de conformité au droit communautaire que pourrait présenter le système dont l'article 475 de la loi-programme du 22 décembre 2003 permet la mise en place, notamment au regard de l'article 87 du Traité instituant la Communauté européenne.

Cette observation conserve toute sa pertinence pour le projet d'arrêté examiné, lequel pourrait être considéré par la Commission européenne comme constituant une mesure d'aide à l'égard de Belgacom. Il doit, à ce titre, être notifié à la Commission européenne.

3. L'article 475, alinéa 3, de la loi-programme du 22 décembre 2003 ne prévoit pas d'intervention financière des entreprises publiques concernées dans les coûts de réalisation des projets pour lesquels son personnel serait utilisé. Les articles 8, 9 et 11 du projet doivent, par conséquent, être omis.

Observations particulières

Préambule

1. L'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État n'apporte pas de fondement légal au projet et n'est pas modifié par celui-ci. L'alinéa 2 doit, par conséquent, être omis du préambule.

2. L'alinéa 3 doit être complété par la mention de la date de la loi modifiant l'article 475 de la loi-programme du 22 décembre 2003.

Dispositif

Article 6

Le Ministre de la Fonction publique, dont le projet examiné requiert l'accord, a également demandé d'opérer la modification suivante :

"In het artikel waarin bepaald wordt dat de vakantiedagen worden meegenomen dient men de woorden «het recht op» te schrappen en te vervangen door «zijn», en dit in de verschillende besluiten waarin deze bepaling is opgenomen."

L'article 6 du projet doit être modifié en ce sens.

Observations finales

1. Le projet contient de nombreuses fautes d'orthographe, de grammaire et de ponctuation. Sa rédaction doit être fondamentalement revue.

2. La longueur du projet ne justifie pas sa division en titres, chapitres et sections.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.397/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 14 juni 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van het autonoom overheidsbedrijf Belgacom in het kader van coördinatie van de uitreiking van de elektronische identiteitskaart", heeft op 5 juli 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. In het voorliggende ontwerp wordt aangegeven dat de rechtsgrond ervan artikel 475 is van de programmawet van 22 december 2003 ⁽¹⁾, waarvan de wijziging thans in het Parlement wordt besproken ⁽²⁾, waardoor de tekst ervan als volgt zal luiden :

"Art. 475. De statutaire personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven kunnen op vrijwillige basis ingezet worden op welbepaalde projecten in elke Belgische openbare overheid.

De voorwaarden waaraan de personeelsleden van het betrokken overheidsbedrijf dienen te voldoen om zich kandidaat te stellen voor het project worden bepaald door het betrokken autonoom overheidsbedrijf na voorlegging aan het betrokken Paritair Comité in toepassing van het gestelde in het artikel 34, § 2, A, 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en beslissing conform het gestelde in artikel 35 van dezelfde wet.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad :

⁽¹⁾ Artikel 475 van de programmawet komt overeen met artikel 434 van het voorontwerp waarover op 7 en 12 november 2003 advies 36.080/1/2/3/4 is gegeven (Gedr. St., Kamer, 2003/2004, nr. 473/1).

⁽²⁾ Bij artikel 50 van een ontwerp van programmawet dat door de Kamer is aangenomen op 10 juni 2004 en door de Senaat op 1 juli 2004, wordt het voormelde artikel 475 aangevuld met een nieuw vierde lid, dat overeenstemt met artikel 34 van het voorontwerp waarover op 6 en 7 mei 2004 advies 37.099/1/2/3/4 is gegeven (Gedr. St., Kamer, 2003/2004, nr. 1138/1).

- 1° op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister het project en het aantal personeelsleden dat hiervoor kan worden ingezet ⁽³⁾;
- 2° op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister, in overleg met elk betrokken autonoom overheidsbedrijf, de eventuele financiële tegemoetkoming van de Staat en na voorlegging aan het betrokken Paritair Comité in toepassing van het (gestelde) in het artikel 34, § 2, A, 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en beslissing conform het gestelde in artikel 35 van dezelfde wet, de modaliteiten waaronder zij zullen worden ingezet.

Indien tijdens of na de periode van het inzetten, én het personeelslid én de openbare overheid, wensen dat, onverminderd het statuut van het personeel van de betrokken openbare overheid, het personeelslid na de periode van het inzetten bij de openbare overheid in dienst treedt als statutair personeelslid, wordt dit personeelslid met behoud van zijn hoedanigheid van statutair ambtenaar overgedragen naar de betrokken openbare overheid."

In het onderzochte ontwerp wordt bepaald dat de vastbenoemde personeelsleden van Belgacom die ingezet worden voor het project tot organisatie en invulling van de neutrale calltaking van de alarmcentrales 100, 101 en 112 worden aangesteld voor een proeftijd (artikel 5, tweede lid, van het ontwerp) en vervolgens, na afloop van de proeftijd, als vastbenoemde personeelsleden (artikel 14 van het ontwerp) van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Voorzover bij het ontwerp de rechtstreekse indienstneming als vastbenoemd personeelslid, na het vervullen van een proeftijd, wordt geregeld van de betrokken vastbenoemde personeelsleden van Belgacom, sluit het niet volledig aan bij de uitvoering van het voornoemde artikel 475, zoals aangevuld bij het ontwerp van programmawet dat ter goedkeuring aan het Parlement is voorgelegd. Dat ontwerp strekt er immers niet toe de opdracht of de periode van het inzetten waarin die bepaling thans voorziet, te vervangen door een indienstneming in vast verband. Het strekt er daarentegen toe te voorzien in de mogelijkheid dat de betrokken personeelsleden na die opdracht of periode van het inzetten op vrijwillige basis en met instemming van de overheid waarbij zij ingezet zijn, naar die overheid worden overgeheveld met behoud van hun hoedanigheid

⁽³⁾ De Franse versie van de tekst die bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad lijkt een aantal fouten te bevatten. De Franse versie van artikel 475, derde lid, 1°, luidt als volgt : "sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent le projet le nombre de personnel qu'on peut utiliser".

van vastbenoemd ambtenaar en dus zonder oplegging van de verplichting om met gunstig gevolg een voorafgaande proeftijd te volbrengen.

2. In haar voormeld advies 36.080/4 heeft de afdeling Wetgeving de steller van de tekst erop gewezen dat problemen inzake de overeenstemming met het gemeenschapsrecht zouden kunnen rijzen door de regeling die krachtens artikel 475 van de programmawet van 22 december 2003 kan worden ingevoerd, inzonderheid in het licht van artikel 87 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Die opmerking is even pertinent voor het voorliggende ontwerp van besluit, dat door de Europese Commissie zou kunnen worden beschouwd als een steunmaatregel ten gunste van Belgacom. Om die reden moet van het ontwerp kennis worden gegeven aan de Europese Commissie.

3. Artikel 475, derde lid, van de programmawet van 22 december 2003 voorziet niet in een financiële bijdrage van de betrokken overheidsbedrijven in de kosten voor het tot stand komen van de projecten waarvoor hun personeel zou worden gebezigd. De artikelen 8, 9 en 11 van het ontwerp dienen bijgevolg te vervallen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp en wordt er evenmin door gewijzigd. Het tweede lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

2. Het derde lid dient te worden aangevuld met de vermelding van de datum van de wet waarbij artikel 475 van de programmawet van 22 december 2003 wordt gewijzigd.

.../...

Dispositief

Artikel 6

De Minister van Ambtenarenzaken, die met het voorliggende ontwerp dient in te stemmen, heeft voorts gevraagd dat de volgende wijziging wordt aangebracht :

"In het artikel waarin bepaald wordt dat de vakantiedagen worden meegenomen dient men de woorden 'het recht op' te schrappen en te vervangen door 'zijn', en dit in de verschillende besluiten waarin deze bepaling is opgenomen."

Artikel 6 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Slotopmerkingen

1. Het ontwerp bevat vele schrijffouten alsook fouten tegen de grammatica en de interpunctie. De redactie ervan behoort grondig te worden herzien.

2. De lengte van het ontwerp is niet van dien aard dat een onderverdeling in titels, hoofdstukken en afdelingen gerechtvaardigd is.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS